

Unité départementale de la Marne
Pôle technologique Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EOLE SUD MARNE

19 avenue Charles de Gaulle
BP 53
08300 Rethel

Références : D2e 2025-630
Code AIOT : 0005704598

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement EOLE SUD MARNE implanté EOLE SUD MARNE (ex AILENERGIE) 51230 Gourgançon. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite consistait à vérifier les dispositions prises par l'exploitant concernant la prise en charge et le traitement des déchets issus des opérations de maintenance du parc éolien.

TTR est l'entreprise titulaire de l'autorisation. L'exploitation est confiée à ENERGIE TEAM qui confie la maintenance à l'entreprise VESTAS (turbinière).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE SUD MARNE
- EOLE SUD MARNE (ex AILENERGIE) 51230 Gourgançon
- Code AIOT : 0005704598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 30 aérogénérateurs et 6 postes de livraison ;
 Son autorisation date du 14 avril 2015 ;
 Sa mise en service industriel date du 1er janvier 2023 ;
 La hauteur en bout de pale des aérogénérateurs s'élève à 200 m.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50	Sans objet
3	Traitement des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet
4	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite s'est déroulée dans des bonnes conditions et l'exploitant s'est montré coopératif et transparent. Celui-ci est attentif à la bonne prise en charge des déchets de maintenance et se montre favorable aux évolutions qui lui permettront de rendre ses pratiques pleinement conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les

installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant vérifie la régularité de la situation des prestataires en charge du traitement des déchets. C'est le cas par exemple pour la société COVED, pour laquelle il a présenté l'AP d'autorisation du 18 juin 2019.</p> <p>Néanmoins cette vérification n'est pas poursuivie jusqu'aux destinataires finaux des déchets. L'exploitant n'a ainsi pas pu montrer qu'il s'était assuré de la régularité de deux sociétés mentionnées dans les BSD 20241107-2S5A75VEP et 20240307-VVWK1P6DM.</p> <p>Par ailleurs la prise en charge des déchets générés par la maintenance corrective légère est réalisée directement par le prestataire en charge de la maintenance qui ramène ces déchets sur sa base et les regroupe avec des déchets issus de la maintenance d'autres parcs. Ce prestataire ne dispose pas des autorisations nécessaires pour le tri et le regroupement de déchets dangereux. L'exploitant a indiqué avoir conscience de cette situation et travailler à des solutions d'amélioration.</p> <p>Les déchets générés lors des maintenances préventives et des maintenances correctives lourdes, qui sont programmées par nature, sont collectés sur des conteneurs mis à disposition sur le parc pour la durée des interventions. La régularité de cette situation n'est pas démontrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à conserver comme objectif la vérification de la régularité des entreprises en charge du traitement des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-50
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique.</p> <p>1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;</p> <p>2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.[...]II.-Sont exemptés de cette obligation de déclaration :[...]</p> <p>6° Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>De par la nature des activités de maintenance mises en œuvre, l'entreprise en charge de la</p>

<p>maintenance n'effectue pas de transport de déchets pour des quantités supérieures aux seuils d'exemption mentionnés ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Traitement des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, [...] tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son registre 2024 des déchets. Celui-ci présentait 2,16t de déchets essentiellement dangereux (emballages et chiffons souillés, DEEE, aérosols...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données publiées sur OREOL sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>